



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le **12 SEP. 2017**

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

Société Haéraux Technologies

Commune de Montierchaume

Objet : Demande d'autorisation d'étendre l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 15 mars 2016, Monsieur Arnaud CAUMON, agissant en qualité de directeur de la société Haéraux Technologies, dont le siège social est actuellement situé rue Jean Monnet, ZI de la Maillerie, 36 130 Montierchaume, sollicite l'autorisation d'exploiter une installation de traitement de surface dans le cadre de l'extension de son site permettant d'accueillir une nouvelle ligne de traitement de surface.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 8 juillet 2016 complété le 19 octobre 2016 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection des installations classées le 30 novembre 2016.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

	Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
Installations autorisées	2565	2	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion)	Lignes de traitement de surfaces	Volume des cuves de traitement	> 1500	l	25020	l
	2940	2	D	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...).	Cabines de peinture	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	> 10 mais < ou = 100	kg/j	20	kg/j
Installations projetées	2565	2	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion)	Lignes de traitement de surfaces	Volume des cuves de traitement	> 1500	l	42000	l
	3260		A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique	Lignes de traitement de surfaces	Volume des cuves affectées au traitement	> 30	m³	42	m³
	2940	2	DC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...).	Cabines de peinture	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	> 10 mais < ou = 100	kg/j	11	kg/j
	4130	2	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides.		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> ou 1 mais < 10	t	3,4	t
	4140	2	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale. Substances et mélanges liquides.		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> ou 1 mais < 10	t	7,7	t
	4441		D	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> ou 2 mais < 50	t	2,49	t

2560	B	NC	Métaux et alliages (Travail mécanique des).	Machines mécaniques	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	> 150	kW	47,8	kW
2910	A	NC	Installation de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	Chaudière gaz	Puissance thermique nominale des installations	> 2	kW	0,3	kW

A autorisation
 DC déclaration avec contrôle périodique
 D déclaration
 NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A D et DC

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société Haéraux Technologies est implantée sur la ZI de la Malterie depuis 2001. Elle est spécialisée dans les domaines de la préparation et du traitement de surface pour l'industrie mécanique, l'aéronautique, le spatial et d'autres secteurs d'activités. Elle est actuellement autorisée à exploiter une installation de traitement de surface par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-E790 du 2 avril 2002.

Le projet consiste à la réalisation d'une extension d'environ 1 700 m² sur les parcelles cadastrales 105 et 106 de la section AA sur le territoire de la commune de Montierchaume. Cette extension permettra d'accueillir une nouvelle ligne de traitement de surface et deux cabines de peinture.

La société Haéraux Technologies est située sur une parcelle d'environ 1 ha et son environnement immédiat est constitué d'installations industrielles.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 la société Haéraux Technologies doit constituer des garanties financières dans le but de garantir l'évacuation des déchets et la mise en sécurité du site en cas de défaillance de son exploitant.

La société Haéraux Technologies est concernée par la directive 2010/75/EU, appelée directive IED, qui prévoit que les conditions d'autorisation doivent être fondées sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD).

1.3. Présentation de la demande

La société Haéraux Technologies demande à être autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de son futur arrêté préfectoral, à exploiter sur le territoire de la commune de Montierchaume les installations détaillées dans ce même arrêté. Ces activités sont spécialisées dans le traitement de surface d'alliages d'aluminium, d'aciers, d'inox et aussi de magnésium.

Le projet d'extension permettra d'augmenter le volume total des bains de traitement passant de 25 m³ à 42 m³, et la quantité de peinture utilisée passant de 5 kg/j à 11 kg/j. Ainsi la société Haéraux Technologies prévoit une augmentation des surfaces traitées d'environ 8 % et 13 % en 2017 et 2018. Le nombre de salariés passera de 35 à 50.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Le projet de la société Haéraux Technologies est soumis à autorisation au titre de l'article L-512-1 du Code de l'environnement, le tableau du paragraphe 1.1 indique le classement des activités projetées dans la nomenclature des installations classées.

1.5. Maîtrise d'urbanisation

Le risque principal identifié est le risque d'explosion d'une cabine de peinture. Les modélisations de l'étude de dangers réalisées par la méthode multi-énergie montrent que les zones des effets létaux et irréversibles sur l'homme liées à l'explosion restent confinées à l'intérieur des limites de propriété du site.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 25 janvier 2017 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Il indique que le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Il précise que le dossier prend globalement bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés. Enfin il conclut que les mesures de prévention et de réduction des incidences du projet sont au final précisées et cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet.

2.2. Enquête publique

L'arrêté préfectoral n° 2017-005-DDCSPP du 16 janvier 2017 a prescrit une enquête publique qui s'est déroulée du mercredi 15 février 2017 au samedi 18 mars inclus dans les communes de Montierchaume, Coings, Déols et Châteauroux le territoire de ces communes s'inscrivant dans le rayon d'affichage de l'enquête publique (3 km, prévus pour la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées).

L'arrêté préfectoral n° 2017-013-DDCSPP du 15 février 2017 a prolongé l'enquête publique jusqu'au samedi 1er avril 2017 afin que le public puisse prendre connaissance de la réponse de l'exploitant à l'avis de l'autorité environnementale.

Les annonces réglementaires sont parues dans la presse avant le début de l'enquête le dimanche 29 janvier 2017 dans la Nouvelle République Dimanche, le lundi 30 janvier 2017 dans la Nouvelle République Edition Indre, dimanche 19 février 2017 dans la Nouvelle République Dimanche et le lundi 20 février 2017 dans la Nouvelle République Edition Indre.

Il est à noter que le commissaire enquêteur n'a reçu aucune contribution au registre, aucun courrier et aucune visite du public durant l'enquête publique.

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport du 24 avril 2017 le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

2.4. Avis des conseils municipaux

Commune	Avis	Délibération
Montierchaume	Emet un avis favorable à l'unanimité	28 mars 2017
Coings	Emet un avis favorable à l'unanimité	10 avril 2017
Déols	Emet un avis favorable à l'unanimité	14 mars 2017
Châteauroux	N'a pas délibéré sur le dossier	

2.5. Avis des services et organismes consultés

En application de l'article R. 512-21-I du code de l'environnement

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Par courrier du 27 janvier 2017 l'Institut National de l'Origine et de la Qualité indique qu'il n'a pas d'objection à formuler à l'encontre du projet.

Agence Régionale de la Santé (ARS)

Par courrier du 23 décembre 2016 transmis en réponse de la consultation de l'Autorité Environnementale l'Agence Régionale de la Santé indique que le projet est une évolution très favorable à la protection de l'environnement et par voie de conséquence à la protection de la santé des travailleurs et de la population environnante.

En application de l'article R. 512-21-II du code de l'environnement

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ne s'est pas prononcée.

Direction Départementale des Territoires (DDT)

Par courrier du 24 mars 2017 la Direction Départementale des Territoires indique que l'étude environnementale n'est pas présentée de façon exhaustive et que compte-tenu de la dangerosité des produits utilisés, il conviendra de confiner tout rejet sur le site car ce dernier est situé dans le périmètre de protection éloignée des captages de Montet-Chambon.

Service Départemental d'Incendie et de Secours SDIS)

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours ne s'est pas prononcé

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Intégration dans le paysage

Le paysage aux abords du site se compose de bâtiments industriels, regroupés au sein de ZI, laquelle est entourée de parcelles agricoles et de l'aéroport de Châteauroux-Déols au nord.

Le site de la société Haéraux Technologies n'est implanté sur aucune zone naturelle protégée et aucun édifice inscrit ou classé n'est présent dans un rayon de 2 km.

3.2. Impact sur l'eau

L'alimentation en eau du site est fournie par le réseau communal d'alimentation en eau potable de la ZAC. Dans le cadre du projet la société Haéraux technologies prévoit la mise en place d'un système de recyclage interne des bains afin de diminuer sa consommation d'eau.

Seules les eaux de rinçage sont rejetées vers le réseau eaux usées après traitement par la station physico-chimique interne à l'établissement. Le contenu des cuves comprenant des bains d'acide chromique ou autres sont évacués par des prestataires agréés en tant que déchets industriels.

Le site permet le stockage de 340 m³ pour confiner les éventuels déversements accidentels et les eaux extinction en cas d'incendie.

Le projet de prescriptions annexé au présent rapport prévoit des valeurs limites en concentration des eaux rejetées par l'établissement.

3.3. Impact sur l'air

Les sources d'émissions atmosphériques sur le site sont les lignes de traitement, les cabine de peinture et l'atelier de préparation et de nettoyage des pistolets. Après la réalisation de l'extension le site comptera 5 points de rejets supplémentaires et 3 points de rejets existants.

Les nouveaux points de rejets seront intégrés au suivi des émissions atmosphériques et feront l'objet d'un suivi périodique au même titre que les installations existantes.

Le projet de prescriptions annexé au présent rapport prévoit des valeurs limites en concentration des rejets atmosphériques de l'établissement.

3.4. Impact du bruit

Le projet est implanté sur la ZI de la Malterie limitant la proximité avec les habitations et n'aura pas à proximité de voisinage sensible tels que des écoles ou des hôpitaux. De plus lors de la réalisation de l'extension le nouveau bâtiment et l'existant seront insonorisés afin de diminuer les émissions sonores de l'installation.

Des mesures acoustiques seront réalisées périodiquement afin de s'assurer que les niveaux sonores respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

3.5. Impact des déchets

Les principaux déchets générés par le site sont les bains usés, les boues de la station de traitement physico-chimique, les eaux de lavage des sols, les fûts et bidons souillés et les chiffons, filtres ou autre matériel souillé par des produits chimiques.

L'ensemble des déchets sera pris en charge par des sociétés autorisées pour leur collecte, leur transport, leur tri, leur élimination ou leur valorisation. Les filières de valorisation et de recyclage seront dans tous les cas privilégiées à celles d'enfouissement, seuls les déchets ultimes, non recyclables, seront incinérés.

3.6. Risques

L'étude des dangers identifie clairement le risque d'explosion d'une cabine de peinture et explicite convenablement la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels.

L'étude montre que les zones d'effets générées par l'explosion d'une cabine de peinture restent confinées à l'intérieur du périmètre de l'établissement.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation de traitement de surface de la société Haéraux Technologies ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la consultation des services intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Au regard des mesures prises ou prévues, l'absence d'impact et de danger important non maîtrisés sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Indre d'autoriser la société Haéreaux Technologies à étendre l'exploitation de son installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de Montierchaume.

Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport, ce projet d'arrêté intègre les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées. Ce projet d'arrêté annule et remplace le précédent arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-E790 du 2 avril 2002 de la société Haéreaux Technologies.

Conformément aux dispositions prévues par l'article R. 512-25 du Code de l'environnement ce projet doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Indre.

L'inspecteur de l'environnement

Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le préfet de l'Indre
Pour le directeur
Le chef de la première subdivision de l'Indre

Signé,

Signé



